

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 17 (2026)

Faits saillants

- ❖ Singapour : 1^{er} mondial en gouvernance responsable, devant la Suisse et le Danemark, rompant avec la domination européenne (Responsible Nations Index 2026)
- ❖ Thaïlande : Moody's relève la perspective à « stable », portée par une amélioration des perspectives d'investissement
- ❖ Philippines : hausse du taux directeur à 4,5 %, mettant fin à deux ans d'assouplissement monétaire

LE CHIFFRE À RETENIR

15,6 Md USD

Le montant maximal d'emprunt envisagé par la Thaïlande face au risque de stagflation lié au choc pétrolier

Région

L'Asie du Sud-Est bute sur le passage à l'échelle de l'IA industrielle

Le secteur manufacturier de l'Asean, qui pèse environ 22 % du PIB régional, reste un moteur d'attractivité (44 Md USD d'IDE en 2024, sur 226 Md USD, +8 %). Pourtant, l'adoption de l'intelligence artificielle y progresse lentement. Réunis à la Hannover Messe, plusieurs experts pointent un basculement des freins : moins technologiques que opérationnels. Les PME peinent à démontrer la rentabilité des investissements, tandis que l'intégration avec des systèmes industriels anciens et fragmentés complique les déploiements. Dans ce contexte, le développement de sandbox technologiques et la montée en compétences de la main-d'œuvre apparaissent comme des leviers déterminants. Singapour fait figure d'exception, avec un écosystème avancé en automatisation et robotisation.

Indonésie

Hausse des carburants et du GPL non subventionnés en Indonésie

Pertamina, la société pétrolière publique, a procédé, le 18 avril 2026, à une hausse significative des prix des carburants et du GPL non subventionnés, alors que les tensions perdurent sur les marchés énergétiques mondiaux. Le prix de la bouteille de GPL de 12 kg passe ainsi de 192 000 IDR à 228 000 IDR ($\approx 13,3$ USD contre 11,1 USD auparavant), soit une augmentation de 18,8 %, tandis que la bouteille de 5,5 kg grimpe à 107 000 IDR ($\approx 6,2$ USD) contre 90 000 IDR auparavant ($\approx 5,2$ USD), soit une hausse de 18,9 %. Cette révision constitue la première hausse du prix du GPL depuis 2023. Parallèlement, les prix des carburants non subventionnés ont fortement augmenté : l'essence Pertamina Turbo (RON 98) passe de 13 100 IDR ($\approx 0,75$ USD) à 19 400 IDR par litre ($\approx 1,12$ USD, +48,1 %), le diesel Dexlite de 14 200 IDR ($\approx 0,82$ USD) à 23 600 IDR ($\approx 1,36$ USD, +66,2 %) et le diesel Pertamina Dex de 14 500 IDR ($\approx 0,83$ USD) à 23 900 IDR ($\approx 1,38$ USD, +64,8 %). En revanche, le prix des carburants subventionnés, notamment le Peralite (10 000 IDR le litre, soit 0,57 USD) et le Biosolar (6 800 IDR le litre, 0,39 USD), ainsi que certains carburants non subventionnés comme le RON 92 Pertamina et le Pertamina Green, restent inchangés. Le ministre de l'Énergie Bahlil Lahadalia a par ailleurs réaffirmé que les prix des carburants subventionnés resteront stables jusqu'à fin 2026.

Découverte majeure de gaz offshore par Eni dans le bassin de Kutei

L'énergéticien italien Eni a annoncé la découverte d'un important gisement de gaz naturel en mer, grâce au forage Geliga-1 situé dans le bloc de Ganal, au large de Kalimantan oriental en Indonésie. Les premières estimations font état d'environ 5 Tcf (mille milliards de pieds cube) de gaz et 300 millions de barils de condensats, avec un forage réalisé à près de 5 100 mètres de profondeur. Ce nouveau gisement s'ajoute au champ de Gula (2 Tcf) et s'inscrit dans une série de découvertes récentes dans la région, après Geng North fin 2023 et le puits Konta-1 en décembre 2025. Les autorités indonésiennes prévoient une mise en production en 2028, en s'appuyant sur des infrastructures déjà existantes, comme le terminal de gaz naturel liquéfié de Bontang et de nouvelles unités de production en mer. Le programme d'exploration se poursuivra par ailleurs avec un puits supplémentaire en 2026 et deux autres en 2027. Le bloc Ganal est exploité par Eni, qui détient 82 % du projet, aux côtés de Sinopec (18 %). À terme, la production de gaz d'Eni en Indonésie pourrait passer d'environ 700 millions à 2 000 millions de pieds cubes par jour d'ici 2028, selon les autorités indonésiennes.

Bank Indonesia maintient son taux directeur à 4,75 % pour défendre la stabilité de la roupie

Bank Indonesia maintient son taux directeur à 4,75 %, ainsi que ses facilités de dépôt à 3,75 % et de prêt à 5,50 %, afin de soutenir la stabilité de la roupie indonésienne (IDR) dans un contexte de forte volatilité des marchés mondiaux liée aux tensions au Moyen-Orient. Cette décision intervient alors que la monnaie indonésienne s'est dépréciée à environ 17 140 IDR pour 1 USD le 21 avril, soit une baisse de 0,87 % par rapport à fin mars 2026. L'inflation reste toutefois contenue à 3,48 % en mars 2026, en repli par rapport à 4,76 % le mois précédent, et dans la fourchette cible de 2,5 % \pm 1 %. Pour stabiliser le taux de change, Bank Indonesia intensifie ses interventions sur les marchés des changes. Ces mesures s'accompagnent d'achats d'obligations d'État et d'un encadrement renforcé des transactions en devises (au-delà de 50 000 USD), dans un contexte de sorties nettes de capitaux ayant contribué à réduire les réserves de change à 148,2 Md USD fin mars 2026, contre 151,9 Md USD fin février, soit le niveau le plus bas observé depuis juillet 2024.

Incertitudes sur le marché financier indonésien : MSCI prolonge jusqu'à juin le gel de certains indices

Le fournisseur d'indices Morgan Stanley Capital International (MSCI) prolonge jusqu'à juin 2026 (contre mai initialement) la suspension des ajustements de certains indices indonésiens (cf. Semaine 5). Cette décision reflète les inquiétudes persistantes de MSCI quant à la gouvernance du marché local (transparence, concentration). Cette décision intervient alors que les autorités indonésiennes ont engagé plusieurs réformes structurelles, notamment la divulgation des participations supérieures à 1 %, le durcissement des règles sur la concentration et l'augmentation du flottant minimal. Malgré ces avancées, MSCI estime que leur impact sur la transparence et l'accessibilité du marché doit encore être évalué avant toute modification de la composition ou de la pondération de ses indices. L'annonce a pesé sur la Bourse de Jakarta, dont l'indice composite (JCI) a reculé de 0,46 % le 21 avril 2026, évoluant à contre-courant des principales places asiatiques. L'annonce récente de MSCI écarte toutefois temporairement le risque d'un déclassement du statut de marché émergent vers celui de marché frontière.

Malaisie

Modération de la croissance au premier trimestre (5,3 %), en deçà du consensus

Selon les premières estimations du Département des statistiques malaisien (DOSM), la croissance du PIB s'est établie à 5,3 % en g.a. au 1er trimestre 2026, après +6,3 % au T4 2025, un niveau légèrement inférieur au consensus Bloomberg (+5,5 %). Ce ralentissement s'explique principalement par la contraction du secteur extractif (6 % du PIB ; -1,1 % en g.a.), liée au recul de la production de pétrole, de condensats et de gaz naturel. L'activité demeure toutefois solide, soutenue par les services (+5,4 %, après +6,3 % au T4 2025), portés par le commerce de gros et de détail ainsi que les TIC, et par l'industrie manufacturière (+5,8 %, après +6,1 %). La construction reste dynamique (+7,8 %, après +11 %), tandis que l'agriculture progresse de +2,8 % (après +5,4 %). La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance, grâce à la résilience de la consommation des ménages et à la poursuite du cycle d'investissement. La contribution de la demande extérieure nette est également positive : sur janvier-février 2026, les exportations et les importations ont progressé respectivement de 15,2 % et 6,4 % en valeur, portant l'excédent commercial à 9,6 Md USD (soit +137,6 % en g.a.).

Crise dans le Golfe : le gouvernement accroît son soutien fiscal et budgétaire aux PME

Le 20 avril, le Premier ministre a annoncé un ensemble de mesures destinées à alléger les pressions sur les coûts pesant sur les PME malaisiennes. Parmi celles-ci figure le report d'un an de la mise en œuvre de la facturation électronique pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 247 000 et 1,2 M USD, l'échéance étant désormais fixée au 31 décembre 2027. Cette décision s'inscrit dans une réponse plus large aux tensions liées à la crise énergétique mondiale. Le gouvernement a également instauré une garantie de financement de 1,2 Md USD afin de soutenir ces entreprises, en particulier dans les secteurs de la construction, de l'agroalimentaire, de la logistique et du transport. Le dispositif propose des conditions assouplies, avec une couverture pouvant atteindre 80 % du montant du prêt (contre 70 % auparavant) ainsi qu'une durée de garantie portée à 10 ans (contre 7 ans). Ces mesures s'appuient sur le mécanisme SJPP, dispositif public de soutien à la résilience des PME malaisiennes, qui a déjà bénéficié à plus de 50 000 entreprises pour un volume total de garanties supérieur à 12,3 milliards USD entre 2023 et 2025. Enfin, afin de limiter l'impact des perturbations liées aux conflits internationaux, le gouvernement envisage des exonérations temporaires de droits d'importation et de taxe sur les ventes pour les biens fabriqués en

Malaisie puis réimportés faute d'avoir pu être exportés, et ce jusqu'au 31 décembre.

Le gouvernement réétudie le calendrier de mise en place d'une taxe carbone

Le ministre des Ressources Naturelles et de la Durabilité Environnementale a annoncé, le 21 avril, le report *sine die* de l'instauration d'une taxe carbone sur les industries, initialement prévue dans le budget 2026, en raison du contexte de crise énergétique. Cette décision vise à éviter toute pression supplémentaire sur les ménages et les secteurs industriels. En attendant, le gouvernement concentrera ses efforts sur l'élaboration d'un cadre de marché du carbone, incluant la mise en place de mécanismes de vérification et de validation des crédits carbone avant l'adoption d'une législation contraignante. Parallèlement, un registre national du carbone sera créé afin de centraliser les données et d'améliorer la transparence, la mesure et la tarification des émissions. En dépit de ce report, les autorités ont insisté sur la nécessité pour les industries de poursuivre leurs efforts de transition énergétique et de réduction des émissions.

Singapour

Singapour investit plus de 100 M SGD dans la R&D maritime sur 5 ans

Singapour annonce un investissement de plus de 78,7 M USD (100 M SGD) sur cinq ans pour renforcer la R&D dans le secteur maritime. Présentée lors de la Singapore Maritime Week 2026, cette initiative s'inscrit dans une nouvelle feuille de route couvrant les opérations portuaires autonomes, les carburants alternatifs, les navires intelligents et les services portuaires intégrés. Elle vise à renforcer la compétitivité et la résilience du secteur face à des défis croissants (cybermenaces, adoption de l'IA, transition énergétique). Ce plan prolonge les 394 M USD (500 M SGD) déjà investis sur les 20 dernières années.

Singapour accélère la transformation technologique et sécuritaire de son hub maritime

À l'occasion de la Singapore Maritime Week 2026, Singapour a réaffirmé sa stratégie de modernisation du secteur maritime autour de trois axes : (1) automatisation, (2) transition énergétique et (3) cybersécurité. L'Autorité maritime et portuaire et PSA ont lancé un appel à projets pour des navires autonomes reliant les terminaux (Tuas-Pasir Panjang), tandis que l'objectif de navires portuaires propres à horizon 2030 (électriques, biocarburants, hydrogène) se précise avec le développement d'infrastructures adaptées. En parallèle, la montée des risques cyber liée à la digitalisation conduit au déploiement de formations spécialisées et au renforcement des

capacités locales. Enfin, les autorités ont insisté sur le rôle clé de l'innovation (smart ports, robotisation) et de la coopération internationale pour garantir la sécurité et la fluidité du commerce maritime mondial.

Singapour en tête du classement mondial des nations les plus responsables (édition 2026)

Singapour a été classé première nation la plus responsable au monde dans l'édition 2026 du *Responsible Nations Index*, publié le 20 avril 2026 par la World Intellectual Foundation. Cette performance marque une rupture notable avec la domination traditionnelle des pays européens, la cité-État devançant la Suisse et le Danemark, respectivement deuxième et troisième. L'indice évalue 154 pays sur la base de 58 indicateurs quantitatifs couvrant la gouvernance, la justice sociale, la protection de l'environnement, l'action climatique et la coopération internationale. Par exemple; la France se situe à la 17e place mondiale, confirmant son positionnement dans le haut du classement. À l'inverse, des économies d'Asie du Sud-Est comme la Thaïlande (24^{ème}) apparaît nettement en retrait, traduisant des marges de progression en matière de gouvernance responsable et d'indicateurs institutionnels. Singapour obtient un score global de 0,62 (1er), porté notamment par la qualité de ses institutions, un très faible niveau de corruption et une planification publique orientée long terme. Seul pays d'Asie-Pacifique classé dans le top 15, Singapour se distingue dans un classement dominé par des économies européennes de taille moyenne. À l'inverse, les grandes puissances économiques telles que les États-Unis et la Chine se situent au-delà de la 60e place, illustrant un décalage entre poids économique et performance en matière de gouvernance responsable. Cette position conforte l'image de Singapour comme modèle de gouvernance efficace, combinant discipline institutionnelle, vision stratégique et engagement international.

Vietnam

Exonération de plusieurs frais et redevances dans le secteur des transports.

Dans un contexte de tensions persistantes au Moyen-Orient, le ministère vietnamien des Finances a publié, le 6 avril, la circulaire 40/2026/TT-BTC prévoyant l'exonération, entre le 7 avril et le 30 juin 2026, d'un ensemble de frais et redevances dans le secteur des transports afin de soutenir 4 secteurs clefs : aviation, maritime, ferroviaire et fluvial. Dans l'aviation, il prévoit l'exonération des frais et redevances liés aux services aéroportuaires, à l'exception des frais d'évaluation pour la délivrance des permis d'accès aux zones restreintes dans les aéroports. Dans le maritime, les navires entrant et sortant des zones portuaires sont également exemptés de

redevances. S'agissant du transport fluvial intérieur, les frais et redevances applicables aux opérations entre ports et quais intérieurs sont supprimés. Enfin, dans le secteur ferroviaire, l'utilisation des infrastructures nationales financées par l'État est exonérée de frais. Dans le cadre de cette politique, le groupe public Airports Corporation of Vietnam (ACV) étudie actuellement un plan de réduction de certains frais de services aéroportuaires afin d'alléger la pression sur les compagnies aériennes. Selon l'ACV, l'élaboration de ce plan repose sur un examen des conditions réelles d'exploitation dans les aéroports, tout en évaluant l'impact potentiel sur les activités de services aéroportuaires. Après le 30 juin 2026, les frais et charges seront réappliqués.

Création d'un fonds national pour le développement de l'IA

Le Ministère de la Science et des Technologies (MoST) ambitionne la création d'un Fonds national pour le développement de l'IA. Selon un projet de décret du MoST, le fonds serait doté d'une enveloppe budgétaire totale d'au moins 30 000 Mds VND (environ 1,1 Md USD). Les financements seront distribués sous forme de subventions. Jusqu'à 70 % des coûts de recherche pourront être pris en charge pour les projets développant des modèles de langage en IA et les semi-conducteurs. Un soutien plus modeste de 50 % sera apporté aux projets liés aux infrastructures de données, à la formation du personnel et à la commercialisation. Ce dispositif s'inscrit dans un contexte d'essor rapide du marché vietnamien des centres de données IA : la capacité nationale, actuellement d'environ 104 MW, devrait être multipliée par cinq à six pour atteindre près de 600 MW d'ici 2030, portée notamment par des investisseurs internationaux tels que G42 et Microsoft. La soumission du projet de décret au gouvernement est prévue pour 2026.

La Corée du Sud consolide son rôle de partenaire stratégique du Vietnam lors de la visite d'État d'avril 2026

À l'occasion de la visite d'État du président sud-coréen Lee Jae Myung au Vietnam (21-24 avril 2026), Tô Lâm et Lee Jae Myung ont présidé à la conclusion de 12 protocoles d'accord sectoriels à l'issue de leurs entretiens. Dans le domaine de l'énergie nucléaire, Petrovietnam et Korea Electric Power Corporation (KEPCO) ont signé un MoU portant sur la coopération en matière de recherche pour le développement de centrales nucléaires au Vietnam. Un second accord relatif au financement de la construction de centrales nucléaires a été conclu entre Petrovietnam, KEPCO, la Export-Import Bank of Korea (KEXIM) et Korea Trade Insurance Corporation (KSURE). Dans le domaine ferroviaire, Hyundai Rotem s'apprête à signer un contrat d'environ 3,4 Mds USD avec le groupe THACO pour l'exportation de trains électriques sans pilote destinés au métro de Hồ Chí Minh-Ville. Les autres accords couvrent les

infrastructures électriques, la science et les technologies, la propriété intellectuelle, la sécurité des ressources en eau, la coopération numérique et la sécurité alimentaire.

Thaïlande

Notation souveraine : Moody's relève la perspective de la Thaïlande à « stable »

Le 21 avril, Moody's a annoncé le relèvement de la perspective souveraine de la Thaïlande de « négative » à « stable », tout en maintenant la note à Baa1. L'agence Moody's explique cette décision par l'atténuation du risque lié aux droits de douane américains (ramenés à des niveaux comparables à ceux appliqués aux autres économies de la région) et par la reprise du momentum d'investissement, qui réduit le risque d'une dégradation durable des perspectives de croissance à long terme. Moody's prévoit une croissance du PIB thaïlandais d'environ 1,5 % en 2026 et 2,2 % en 2027, et note que si le choc pétrolier lié au conflit au Moyen-Orient pèse sur la croissance et alourdit le déficit budgétaire, l'exposition de la Thaïlande reste comparable à celle de pays notés de façon similaire. Le vice-Premier ministre et ministre des Finances Ekniti Nitithanprapas avait également rencontré les responsables des trois principales agences de notation — Fitch Ratings, S&P Global Ratings et Moody's Investors Service — au cours d'une visite à Washington du 13 au 18 avril 2026, pour présenter les fondamentaux macro financiers du pays. Il avait à cette occasion mis en avant la structure de la dette publique, dont plus de 99 % est libellée en monnaie nationale, et le niveau des réserves internationales, qui dépassent 285 Md USD (9 250 Md THB, au 10 avril 2026) et représentent près de 2,5 fois la dette extérieure à court terme.

Intelligence artificielle : consolidation de la stratégie nationale entre infrastructure, usages et compétences

Selon l'étude « Comblent le retard : réduire les écarts de préparation des infrastructures d'IA » portant sur plus de 600 professionnels dans neuf pays asiatiques, les marchés émergents de la région se situent en retrait des leaders régionaux (Singapour, Japon, Corée du Sud) en termes de maturité opérationnelle. L'étude souligne néanmoins que ces marchés émergents sont appelés à jouer un rôle central dans la transformation économique asiatique portée par l'IA, en fournissant les capacités nécessaires aux charges de travail à haute densité dans une architecture régionale complémentaire avec les marchés matures. Dans ce contexte, la National Science and Technology Development Agency, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur, des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation (MHESI) et le Centre national de technologie électronique et informatique (NECTEC), a lancé en avril 2026 « ThaiLLM », un modèle d'intelligence artificielle avancé (LLM) entraîné sur des données en langue thaïe, exécuté sur le

supercalculateur national ThaiSC, garantissant que les données gouvernementales, commerciales et personnelles sont traitées sur le territoire national sans transit vers des systèmes étrangers. Quatre sous-modèles sont d'ores et déjà accessibles via une interface de programmation (API), et des entreprises des secteurs de la finance, de la technologie et de la médecine ont déjà commencé à l'adopter. Sur le volet compétences, plusieurs initiatives ont été lancées ces derniers mois. Depuis juillet 2025, Microsoft et le Département du développement des compétences (DSD) du ministère du Travail déploient le programme « AI for Workforce », qui vise à former plus de 150 000 travailleurs thaïlandais via plus de 280 cours en langue thaïe, avec double certification à l'appui. En parallèle, AIS a lancé avec le MHESI et l'Université Chulalongkorn le programme « Aunjai Cyber : AI Literacy », accessible gratuitement sur la plateforme Thai MOOC et visant à former 1,8 million de personnes aux usages concrets de l'IA (applications professionnelles, prise de décision, cybersécurité).

Finances publiques : le gouvernement mobilise ses dernières marges budgétaires face au risque de stagflation

Confronté à l'épuisement progressif de ses marges de manœuvre sous l'effet du choc pétrolier, le gouvernement Anutin 2 a présenté le 22 avril une stratégie fiscale d'urgence en trois volets : mobilisation du fonds de réserve de trésorerie prévu à l'article 45 de la loi budgétaire (50 Md THB, 1,6 Md USD) ; loi de transfert budgétaire de 617 M USD (20 Md THB) sur des crédits 2026 non engagés, destinée à rembourser la trésorerie de l'État ; et, en dernier recours, un décret d'urgence d'emprunt plafonné à 15,6 Md USD (500 Md THB), avec un décaissement effectif attendu autour de 7,7 Md USD (250 Md THB), dont la forme juridique reste à l'étude. Le ministre Ekniti a précisé que cet emprunt prendrait la forme d'émissions obligataires sur le marché domestique, en partie destinées au grand public, et que les marchés de capitaux thaïlandais disposent de liquidités suffisantes pour l'absorber. Ces arbitrages interviennent alors que les quatre principales institutions économiques du pays (ministère des Finances, Bureau du budget, NESDC et BOT) ont convenu que la hausse des prix de l'énergie fait peser un risque de stagflation : la dette publique atteignait 66,09 % du PIB en février, avec un plafond légal à 70 %, laissant une marge résiduelle d'environ 25 Md USD (800 Md THB). Moody's, qui a relevé le 21 avril sa perspective sur la Thaïlande à « stable », prévient que le rythme de réforme structurelle constituera le principal critère de surveillance. Le cadre budgétaire 2027 est maintenu à 118 Md USD (3 788 Md THB), en hausse de seulement 0,2 %, avec un déficit de 24,3 Md USD (788 Md THB, soit 3,9 % du PIB) et sera soumis au Conseil des ministres le 28 avril. Pour dégager des marges, les dotations allouées aux provinces sont réduites de plus de 71% passant de 617 M USD (20 Md THB) à environ 124 M USD (4 Md THB), la construction de nouveaux bâtiments administratifs est reportée d'un à deux ans, et les voyages d'étude à l'étranger supprimés. L'espace budgétaire résiduel est réservé en priorité aux aides

directes aux ménages vulnérables, notamment via le programme « Thai Help Thai » (coupons de consommation d'au moins 2 000 THB pour 20 à 30 millions de bénéficiaires).

Philippines

Développement d'un hub industriel américain dans le cadre de l'initiative *Pax Silica*

Les Philippines ont officiellement rejoint le 17 avril l'initiative américaine *Pax Silica*, une coalition stratégique visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs et en IA, aux côtés de 13 autres pays partenaires dont l'Australie, le Japon et Singapour. Dans ce cadre, les États-Unis projettent de développer une zone industrielle high-tech de 1 618 hectares dans le *Luzon Economic Corridor*, conçue comme une zone économique spéciale sous cadre juridique américain et présentée comme le premier « *AI-native industrial acceleration hub* » de l'initiative. Le site devrait soutenir l'industrie de haute technologie, l'IA et faciliter l'accès des entreprises américaines aux minerais critiques philippins. Le projet s'inscrit dans la stratégie américaine de réduction de la dépendance à la Chine pour les technologies critiques. Les Philippines, riches en ressources minérales, notamment en nickel, constituent un fournisseur potentiel de matières premières pour l'électronique et les batteries.

Augmentation du taux directeur de la BSP à 4,5% face à des prévisions inflationnistes dégradées

Lors de la réunion du Monetary Board du 23 avril, la Banque centrale (BSP) a relevé le taux directeur de 25 pdb à 4,5%, marquant la fin d'un cycle d'assouplissement de deux ans (pour une baisse cumulée de 225 pdb). Cette décision s'explique par la dégradation des perspectives d'inflation en raison du conflit au Moyen-Orient, portées à plus de 4% pour 2026 et 2027, et au-dessus de la cible de la BSP de 2-4%. Ce resserrement vise à contenir les effets de second tour alors que l'augmentation des prix mondiaux du pétrole et des engrais se répercute sur les prix domestiques de l'énergie, de l'alimentation et du transport, malgré un recul du prix des carburants ces deux dernières semaines. La BSP priorise ainsi la stabilité des prix malgré des perspectives de croissance fragilisées, estimant que ce resserrement ne devrait pas compromettre la dynamique de croissance à moyen terme.

Appel des Philippines à l'activation du mécanisme régional de partage pétrolier de l'ASEAN

À l'occasion du sommet en ligne *Asia Zero Emission Community (AZEC) Plus* du 15 avril, organisé par la Première ministre japonaise Takaichi Sanae, le président Ferdinand Marcos Jr. a appelé à l'activation immédiate du mécanisme d'urgence de l'*ASEAN Petroleum Security Agreement (APSA)* et de ses *Coordinated Emergency Response Measures (CERM)*, soulignant la vulnérabilité

des économies comme les Philippines face aux chocs d'approvisionnement. Le mécanisme prévoit, sur une base volontaire et commerciale, la fourniture d'un volume équivalent à 10 % des besoins pétroliers d'un pays en difficulté pendant au moins 30 jours, déclenché en cas de situation critique. Marcos a proposé d'organiser un exercice régional de simulation APSA aux Philippines et a plaidé pour des mesures complémentaires, dont un stockage pétrolier partagé et une harmonisation des protocoles d'urgence. Pour rappel, les Philippines disposent actuellement d'environ 50 jours de stocks, pour une demande quotidienne d'environ 472 066 barils par jour. Le Japon a par ailleurs annoncé l'initiative Power Asia, dotée de 10 Md USD pour renforcer la résilience énergétique régionale.

Révision de la perspective des Philippines à « négative » par Fitch

Le 20 avril, l'agence de notation Fitch a abaissé la perspective des Philippines de « stable » à « négative », tout en maintenant la notation souveraine à « BBB ». Cette révision reflète une hausse des risques pesant sur l'activité économique, avec une croissance estimée à 4,6 % sur l'année. Fitch explique cette révision par la vulnérabilité du pays à la hausse des prix de l'énergie, dans un contexte de tensions au Moyen-Orient et de forte dépendance aux importations énergétiques, ainsi que des incertitudes sur les transferts de fonds des travailleurs étrangers dont près de la moitié provient des pays du Golfe. En outre, malgré le déploiement de subventions ciblées par le gouvernement, Fitch estime que la hausse des prix de l'énergie pèse majoritairement sur les ménages, dont la consommation demeure le principal moteur de l'économie. L'agence souligne également le ralentissement des dépenses publiques lié au scandale de corruption de 2025. A noter enfin que Fitch n'exclut pas une dégradation de la notation en cas de hausse du ratio dette/PIB ou d'un affaiblissement des réserves de change.

Cambodge

Une diversification naissante des investissements

Au premier trimestre 2026, le gouvernement cambodgien a approuvé 146 projets d'investissement pour une valeur de 2,5 Md USD. Bien que la valeur des projets ait stagné (2,5 Md USD au T1 2025), son nombre a diminué (172 au T1 2025). Cette baisse s'explique par le recul des investissements chinois, qui ne représentent plus que 46,8 % du total (contre en 56,2 % au T1 2025). Le ralentissement de l'économie chinoise a entraîné le resserrement des sorties des capitaux, se concentrant alors sur son propre territoire et sur les industries de haute technologie, où le Cambodge n'est pas encore positionné. Les investissements nationaux représentent 34 % des investissements totaux, devançant ceux de Malaisie (8,2 %) et de Singapour (4,7 %). Parallèlement, la structure sectorielle des investissements a évolué. La part de l'industrie s'est notablement réduite, passant de 88 % à

52 %, au profit des projets d'infrastructures (33 %, +21 p.p.) et touristiques (12 %), reflétant notamment le développement des projets d'énergies renouvelables.

L'eau, une ressource à exploiter et à préserver

Le Cambodge a présenté son plan stratégique *Cambodia Water Compact 2026-2030* visant à garantir un accès durable à l'eau sur son territoire. Concentré autour de trois axes (sanitaire, agricole et résilience climatique), il fixe plusieurs objectifs : accès à l'eau courante et à l'assainissement pour respectivement 100 % et 60 % de la population (contre 30 % et 51,6 % en 2024) ; hausse des terres arables irriguées à 1,6 M ha (contre 700 000 ha en 2024) pour augmenter la productivité de la culture rizicole de 35 % ; protection de 40 % du territoire national contre les risques d'inondations et de sécheresse (contre 12 % en 2024). Estimé à 2 Md USD, ce plan est déjà partiellement en cours. Les bailleurs de fonds (AFD, JICA, BAD...) ont déjà octroyé 1,2 Md USD sous forme de prêts et de dons, tandis que 300 M USD sont financés par le Royaume. Le recours aux partenariats public-privé (PPP) est également promu par ce plan. Ces ambitions sont plus réalistes que les plans précédents qui visaient un accès à l'eau courante et à l'assainissement pour toute la population dès 2025.

L'or, nouvel eldorado cambodgien ?

Le ministre des mines et de l'énergie a inauguré la septième raffinerie d'or du Cambodge. L'installation est financée et exploitée par l'entreprise minière à capitaux chinois Cambodian K88 Industry Co. Elle est toutefois liée à un gisement actif depuis 2023, critiqué pour ses effets délétères sur l'environnement (notamment contamination des cours d'eau et déforestation dans la réserve de Prey Leng, l'une des plus grandes forêts tropicales de la péninsule indochinoise). Sur le plan économique, le Cambodge est devenu un exportateur net d'or depuis 2023. Depuis 2021, il en a exporté 37 tonnes, pour une valeur estimée à 2,8 Md USD. Pour la seule année 2025, elles représentaient 1,1 Md USD (3,6 % des exportations cambodgiennes). Le secteur a permis 200 M USD de recettes fiscales pour 2021-2025 (0,8 % des recettes totales de la période). Aujourd'hui, le pays compte 21 gisements, dont le principal se situe sur la mine d'Okvau, exploité par la compagnie australienne Emerald Resources (réserve estimée à 44 t).

Laos

Des exportations solides mais sous pression des coûts énergétiques

Au début de 2026, le Laos enregistre des exportations de 2,77 Md USD, en progression par rapport à 2025 (2,52 Md USD), confirmant une dynamique commerciale résiliente. La structure des exportations reste dominée par les ressources naturelles, avec l'or en tête (plus de 480 M USD, principalement vers la Chine), suivi du sel de potassium (299 M USD) et des équipements électriques (271

M USD), illustrant une diversification progressive. Les échanges régionaux demeurent structurants, notamment avec le Vietnam (bétail, sucre, caoutchouc) et la Thaïlande (manioc). Toutefois, la balance commerciale se dégrade sous l'effet de la hausse des importations énergétiques : les importations atteignent 2,46 Md USD, tirées par le diesel (375 M USD au T1, soit plus de 15 % des importations). En mars, le déficit commercial apparaît ponctuellement, malgré un excédent global ramené à 310 M USD (contre 414 M USD un an plus tôt). Cette évolution met en évidence la dépendance structurelle du Laos aux importations de carburants, qui pèse sur la soutenabilité de sa trajectoire commerciale malgré la solidité des exportations.

Birmanie

Le nouveau gouvernement annonce ses priorités pour les 100 premiers jours

Min Aung Hlaing, élu président de la République de l'Union de Birmanie le 3 avril à l'issue d'élections jugées par la France et les Etats membres de l'UE comme s'étant déroulées de manière non libres et non équitables, a annoncé les projets prioritaires de son nouveau gouvernement. Concernant les infrastructures, le gouvernement prévoit (i) l'amélioration des lignes ferroviaires Rangoun-Mandalay, Rangoun-Mawlamyine et Rangoun-Pyay, la réparation des ponts et l'amélioration des voies sur la ligne Myitkyina-Mogaung-Mohnyin, (ii) l'extension des capacités des entrepôts portuaires et (iii) la mise à niveau des aéroports régionaux, afin de soutenir un objectif de doublement des exportations birmanes. En soutien au secteur primaire, le programme de prêts publics aux fermiers devrait être étendu. En particulier, la production de produits à base de caoutchouc, de coton et de bambou destinée à l'exportation devrait être encouragée, tout comme la culture d'oléagineux afin de réduire les importations d'huiles alimentaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr